L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 4 AOUT 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE, 4 AOUT 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Travail et Capital en Europe et aux Etats-Unis.

Bien des personnes, ici comme de l'autre côté de l'Atlantique, se demandent avec étonnement comment les différends entre patrons et directeurs de compagnies, d'un côté, et leurs employés et ouvriers de l'autre, se règlent plus aisément en Amérique qu'en Europe, en France, par exemple. Le fait paraît d'autant plus étrange que l'on sait—ce qui est très vrai—que, là-bas, les ouvriers sont plus instruits et par conséquent plus aptes à se rendre à la raison que ceux de ce pays-ci. Non pas qu'ils soient plus intelligents et mieux doués, mais parce qu'il y a, en France, à Paris, par exemple, à Lyon et dans tous les centres populeux, une foule d'écoles de jour et du soir où ils peuvent s'orner l'esprit de toutes les connaissances utiles.

La réponse à cette question est bien simple. La France fourmille de théoriciens qui, partout, dans les clubs, dans les cabarets, dans les sociétés secrètes, prêchent des doctrines aussi coupables qu'insensées—le collectivisme, par exemple, qui n'est que le communisme, portant une étiquette plus moderne et, en apparence, plus scientifique.

Or, bon nombre de travailleurs des villes sont imbus de ces tristes doctrines.

Comment veut-on qu'un ouvrier qui n'a que son salaire de chaque jour pour vivre, puisse s'entendre avec un propriétaire, quand il ne croit pas à la propriété, quand il réclame le droit de part var avec lui tous les fruits du travail. L'accord, en pareil cas, devient presque impossible. Il faut que le travailleur ait beaucoup de droiture dans l'esprit et le cœur, pour céder un pouce de ses prétentions, pour consentir à un compromis. De quelque façon que les choses s'arrangent, fut-ce même à son entier avantage, il se croit toujours plus ou moins volé.

Ce qui nous inspire ces réflexions, c'est la facilité avec laquelle va se régler, selon toute apparence, la lutte entre la Compagnie de Traction et ses employés. Ces derniers ont donné l'exemple de la modération ; ils avaient tout d'abord dressé une liste de réclamations, qu'ils voulaient imposer de force à la compagnie. On leur a fait comprendre qu'ils retardaient ainsi un arrangement auquel ils avaient beaucoup à gagner, et ils se sont rendus à la raison. L'accord aurait été plus difficile à se produire, s'ils avaient été imbus des mêmes doctrines que certains travailleurs européens.

MADAGASCAR.

Le général Duchesne a fait télégraphier au ministre de la guerre de Majunga :

"La continue marche sur Andriba. Construction route cause de grandes difficultés; néanmoins elle atteint dès à présent Andjiéjié. La brigade Voyron sera arrivée le 25 au confluent."

Voici, d'autre part, l'extrait d'un télégramme du général Duchesne, de Majunga :

"D'affrété *Concordia* est arrivé à Majunga L'état sanitaire est satisfaisant."

Fragment de dialogue entendu à Bruxelles dans une table d'hôte:

—Oui, monsieur, je suis Parisien et.... financier.... C'est beau, la finance, mais c'est une loterie !.... Tantôt l'on gagne, et tantôt l'on perd.

—Et.... avez-vous gagné ?....

—Oui, monsieur, comme vous voyez.... j'ai gagné.... la Belgique.

Un Discours de l'ancien président du conseil.

La réunion publique, au cours de laquelle M. Charles Dupuy avait annoncé qu'il prendrait la parole, a eu lieu, récemment au Puy.

500 personnes y assistaient.

M. Vissaguet a prononcé une allocution et a donné la parole à M. Charles Dupuy, qui a été salué par des applaudissements.

L'ancien président du conseil a regretté de n'avoir vu venir plus souvent rendre visite à ses électeurs.

"On a prétendu, dit M, Dupuy, que j'allais prononcer un grand discours politique et attaquer le ministère. Ce n'est pas moi qui lui causerai des difficultés, car je suis persuadé que M. Ribot surmontera les difficultés de la situation. Je suis partisan de la stabilité ministérielle et ne mettrais pas dans l'urne un vote qui pourrait faire descendre le président du conseil de son fauteuil. J'ai été souvent et violemment attaqué, mais j'estime qu'un représentant du peuple doit montrer du dédain pour les méchants.

M. Dupuy aborde ensuite le régime des boissons. Il a, dit-il, voté le dégrèvement et la suppression de l'exercice, mais il a hésité longtemps à voter l'augmentation du droit sur l'alcool, qui était une des ressources budgétaires où l'on pourrait faire appel en cas de danger national. Il votera la suppression des octrois, question qui sera discutée à la rentrée de la Chambre. Cependant supprimer les octrois c'est parfait et très équitable ; mais par quoi les remplacer ?

La question est beaucoup plus difficile à résoudre, maintenant que l'on a chargé l'alcool d'un droit très élevé. En votant une charge un peu moindre, les communes auraient en une marge. Malgré les difficultés présentées par la question, il la votera, car il estime qu'elle doit aller avec le dégrèvement des boissons hygiéniques.

Les grandes réformes ne peuvent se faire que par compensation. Lorsque nous aurons accompli cette deuxième grande réforme, la suppression des octrois, nous nous occuperons de la caisse des retraites pour la vieillesse. L'idée de solidarité ne peut rester en arrière, mais il faut faire des sacrifices. On finirait par s'entendre, si ce n'était qu'une question de budget, car la France est riche ; mais la plus grande difficulté est dans le manque d'union des républicains.

Nous sommes tous républicains, nous savons tous qu'il faut faire des réformes, que l'on ne peut piétiner sur place ; mais il arrive souvent qu'une réforme, même urgente, présentée par M. un Tel n'aboutit pas parce qu'elle est présentée par M. un Tel.

Les républicains ne se sont pas contentés d'être républicains ; chacune des fractions a inscrit sur son programme des réformes souvent irréalisables ; c'est ce qui empêche d'avancer. Mais il ne faut y attacher qu'une importance relative, car le suffrage universel saura y mettre bon ordre. Qu'il parle, il sera obéi.

La lenteur des réformes vient des divisions, car les républicains sont divisés, pour moi, en quatre catégories : d'abord, les républicains de gouvernement ; je suis un républicain de gouvernement. Vous connaissez mon programme, celui que vous m'avez confié et dont je ne me suis pas écarté.

Ensuite, les ralliés, dont je prononce le nom sans aucune répugnance et sans aucune peur. On a dit que mon gouvernement était celui des ralliés. J'ai dit et j'ai répété que je n'ai pas été le gouvernement des ralliés. Il y a des ralliés de deux sortes ; ceux qui, après avoir combattu la République, disent : "Il faut s'incliner, il faut accepter l'étiquette républicaine, mais nous n'acceptons pas ses lois."

Ceux-là sont les vieux cléricaux qui ont simplement changé d'étiquette.

Les seconds, qui disent : "Nous avons combattu la République, mais nous reconnaissons que la majorité du pays demande ce mode de gouvernement ; nous nous inclinons, nous acceptons le nom, les lois de la République, nous sommes républicains et nous votons avec les anciens républicains." Ceux-là sont des républicains. Ils ont adopté la doctrine républicaine : ce sont des citoyens républicains, il faut les considérer comme tels."

Les tribulations d'un ingénieur.

Une correspondance d'Adouah, publiée par la *Tribuna*, donne des détails sur l'arrestation de l'ingénieur italien M. Capucci par Ménélik.

Cet ingénieur, le seul Italien demeuré au Choa pendant la période troublée, s'était rendu et continuait à rendre dans ces moments difficiles, de précieux services au gouvernement de la colonie et à son pays."

La lettre raconte ensuite comment M. Capucci fut trahi par un lépreux qui remit au roi le prix que l'ingénieur l'avait chargé de faire parvenir au gouverneur de l'Erythrée, comment il fut arrêté et traduit à Varo-Talo, devant un tribunal de chefs, présidé par le Négus en personne ; "au jugement assistaient, dit-on, tous les Européens résidant dans le Choa, entre autres M. Chefneux et un de ses compagnons. On n'a pu savoir ce que contenait la lettre ; on sait seulement que M. Capucci a protesté n'avoir rien écrit contre la personne du roi, qui était son ami."

M. Capucci fut mis aux chaînes et interné à Amba-Gallosse, endroit entre Varo-Talo et Girrou. "Il s'y trouve actuellement. Que comptons-nous faire, dit le correspondant de la *Tribuna*, pour lui rendre la liberté ?"

La prétendue dépopulation de la France.

Récemment, à propos de tableaux statistiques, tels qu'en publie régulièrement, tous les ans, l'administration de Washington, la question de la population de la France était mise sérieusement sur le tapis. La France, disait-on, se dépeuple peu à peu ; la natalité y diminue, chaque année ; et l'on part de là pour hasarder, non sans quelque pointe de malice, les plus sinistres pronostics sur l'avenir de ce pays.

Bien entendu, ces noires prédictions sont le fruit d'imaginations malades. Nous n'en sommes pas, grâce à Dieu, à craindre de voir la France disparaître de la liste des nations, faute d'habitants. Derrière ces fantaisies macabres, d'assez mauvais goût, il se cache pourtant un fonds de vérité. Il est très vrai que pendant une certaine période d'années, le nombre des naissances, sans baisser, comme on l'a dit, est resté stationnaire.

C'est là un fait qu'il serait difficile de contester. Il a une explication très plausible. Il est le résultat naturel, forcé, de la guerre de 1870 qui a porté un coup fatal à la natalité. Une nombreuse jeunesse avait été enlevée soit par les balles de l'ennemi, soit par les maladies. Le nombre des mariages en avait été considérablement diminué. Il a fallu qu'il se passât toute une génération pour que l'on en revînt à l'état normal. C'est, en effet, depuis trois ou quatre ans, tout au plus, que le chiffre des naissances s'est relevé, un peu, lentement, mais sûrement, pour ne plus rester au même niveau, comme pendant les vingt ans qui ont suivi les deux années terrible. Nous voulons rassurer ces faiseurs de prédictions, dont quelques-unes sont quelque peu intéressées ; nous pouvons leur dire qu'ils se trompent légèrement et que les gens qu'ils tuent en paroles, se portent assez bien, en réalité.

LA MANSARDE DE Mme ROLAND.

Aux mansardes d'une des vieilles maisons à briques rouges, de si curieux aspect, qui forment comme l'entrée de la place Dauphine, du côté du pont Neuf, à Paris, est accroché l'écriteau : "A louer pour commerce et industrie."

Ce logement à louer est tout simplement le logement du graveur Phippon où naquit l'Egérie de la Gironde, Mme Roland.

Le logement est bien tel que la grande républicaine, dans ses curieuses *Lettres aux demoiselles Canet*, le décrit d'une façon si charmante. Il n'y manque que la petite cellule, dont on a démoli la cloison, où la journée finie, la jeune Manon s'enfermait avec ses fleurs, ses livres, ses chers livres, son violon et écrivait ces lettres délicieuses. Là elle lisait Plutarque, ce qui ne l'empêchait pas de prendre son aiguille et de tenir les comptes de la maison de commerce.

C'est en allant au palais que Roland vit et aima la petite Manon "en fourreau de toile," allant au marché avec sa mère, un panier sous le bras, tête nue, ses jolis cheveux frisés sur son front de seize ans, achetant "à quelques pas de la maison, du persil ou de la salade que la ménagère avait oubliée."

Quand la sinistre charrette la conduisit, vêtue de blanc, de la Conciergerie à la mort, en passant devant la maison où elle avait été heureuse dans sa mansarde, elle leva les yeux, une larme perla et la Romaine reprit bientôt son impassibilité hautaine et stoïque.

Si cela continue, il n'en restera bientôt plus de ces souvenirs-là dans Paris.

Une lettre de l'an IX.

Avant de devenir écrivain, Stendhal avait passé, comme on sait, par l'armée. On vient de découvrir, dans les archives du ministère de la guerre, une curieuse lettre par laquelle Daru demande au colonel Combe de l'avancement pour celui qui devait nous donner plus tard de si purs chefs-d'œuvre. Voici ce document :

Milan, 30 vendémiaire an IX.

Vous connaissez, mon cher Combe, le citoyen Beyle qui travaillait avec moi dans nos salons dorés et que son courage a emporté sur les traces du premier Consul au delà des Alpes ; il y a si bien mérité que le général en chef l'a nommé sous-lieutenant. En attendant qu'on puisse lui désigner un corps, c'est-à-dire qu'il se présente une vacance, il a été attaché à l'état-major par la lettre dont je joins copie. Je vous prie de faire de votre mieux pour qu'il soit compris sur le tableau que le ministre arrêtera des officiers de l'état-major de notre armée.

Ceci n'est point une recommandation comme tant d'autres ; Beyle est mon parent et il a griffonné dans les bureaux de la guerre ; ainsi vous voyez bien que vous ne pouvez pas en faire moins qu'un sous-lieutenant ; dans quelques mois, je vous demanderai pour lui du galon ; en attendant, je charge Martial de vous tourmenter jusqu'à ce que cette affaire soit finie et, s'il le faut, je vous enverrai pour vous séduire la veuve de Médicis que Masson est chargé d'enlever.

Je vous embrasse ainsi que Maisonneuve.

DARU.

La bicyclette et le clergé.

La bicyclette sera-t-elle interdite au clergé ?

Une lettre relative à cette grave question, vient d'être publiée ; elle émane du cardinal-préfet de la Congrégation des évêques et réguliers, et est adressée à l'évêque de Szathmar (Hongrie), qui avait cru devoir prohiber l'usage du vélocipède à ses prêtres et avait soumis sa décision à la Congrégation que préside le cardinal Verga :

La sacrée Congrégation des évêques et réguliers, déclare le préfet, a mûrement examiné le rapport de Votre Grandeur touchant l'usage du vélocipède pour les prêtres.

Cette Congrégation loue et recommande le zèle et la prudence de Votre Grandeur, car sa prohibition non seulement préserve les prêtres du péril corporel, mais elle prévient les scandales des fidèles et leurs moqueries à l'endroit des prêtres eux-mêmes.

Cette note ne pouvait manquer d'émouvoir les nombreux prêtres français qui se livrent aux plaisirs de la pédale : ils sont déjà légion. Aussi a-t-on consulté l'un des plus rigoureux canonistes du diocèse de Paris :

"L'information est très exacte, a-t-il répondu ; mais elle n'est pas complète.

"Il est certain que la Congrégation des évêques et réguliers a examiné la question ; il est certain que S. Em. le cardinal Verga a envoyé cette lettre d'approbation à Mgr l'évêque de Szathmar. Mais ce que l'on a oublié de dire, ou peut être ce que l'on ignorait, c'est que cette lettre du cardinal-préfet n'est point prohibitive d'une façon générale et ne suppose en aucune façon un jugement formel du Saint-Siège sur la question.

"Le cardinal Verga se contente de louer et d'approuver l'évêque de Szathmar, parce que la décision était certainement justifiée par les conditions de l'état ecclésiastique exposées dans son rapport ; mais cela n'est point un jugement du Pape et, pour ma part, je ne vois aucun inconvénient à l'usage de la bicyclette pour les prêtres.

"Les choses restent donc en état.

"C'est affaire de mœurs et d'habitude ; personne ne s'étonnera que les prêtres aient recours à la bicyclette là où l'usage en est répandu dans toutes les classes de la société et ne choque personne.

"Les académiciens s'en servent bien !

"Je pourrais vous citer tel de nos graves historiens qui—voici un mois ou cinq semaines—.....comment dit-on ? "ramassa une pelle...." oui, c'est bien cela, et c'est une locution que le dictionnaire de l'Académie devra bientôt enregistrer ; donc M. Cucheval-Clarigny, pardon ! j'ai laissé échapper son nom, ramassa une pelle et il dissimula le mieux possible la cause de son accident.

"Des collègues vinrent à le savoir : "Comment ! vous montez à bicyclette, "et vous tombez !"

"—Mais, je vous prie, questionna le grave historien, d'où tenez vous que je suis bicycliste ? Il n'y a qu'un tel (et il nomma un autre des quarante) qui monte avec moi à Bollier !"

"Vous devinez si l'on a ri !

"La salle du bal Bollier est en effet transformée en vélodrome pendant le jour, à ce qu'on m'a dit.

"Pour en revenir à la lettre du cardinal Verga, je vous répète qu'en cette circonstance le préfet de la Congrégation des évêques n'a nullement voulu porter interdiction de la bicyclette pour le clergé catholique ; il a voulu simplement consacrer l'autorité des chefs de diocèse qui restent les maîtres d'autoriser ou défendre ce sport."

Voilà qui est entendu.

SOUVENIRS D'UN DÉCORÉ.

C'est aujourd'hui au tour de M. Zola de raconter l'histoire de sa première décoration. Elle se passe en 1879, au lendemain de l'*Assommoir* et d'*Une page d'amour*. M. Bardoux, le ministre de l'instruction publique d'alors, avait promis la croix pour M. Zola à Flaubert et à M. A. Daudet.

Au 14 juillet, mes amis se préparaient à me féliciter, dit Zola. La liste officielle des décorations parut. Rien ! Flaubert fulmine. Il écrit à Bardoux des lettres incendiaires. Quoi ? qu'est ce qui s'est passé ? Bardoux aurait-il reculé à la dernière heure, jugeant l'acte téméraire ? Il aurait donc peur des bourgeois ? Enfin, toute la lyre du Flaubert des grands jours d'orage. Pif! paf! patatras ! C'était à dégoûter de tout ! La maison de Croisset en trembla sur ses assises.

Cependant Flaubert se calma quand il apprit que ce n'était pas partie remise. La nomination allait paraître le 1er janvier. On lui en donnait l'assurance. Dans l'intervalle, la nouvelle s'était répandue.

—Vous savez que Bardoux décore Zola. C'est crâne, dites ?

De fait, le projet pouvait paraître hardi. J'étais en pleine opposition à cette époque, en pleine bataille, donnant des coups à droite et à gauche et en recevant, luttant, en somme, pour faire triompher mes idées contre toute une partie de la critique et de la presse.

Le jour de l'an arriva. Rien, toujours rien ! La colère de Flaubert recommença. Mais alors les bourgeois seraient donc toujours les maîtres ? Pauvre grand ami ! il devait mourir quelques mois plus tard sans voir sa généreuse pensée se réaliser !

A quelque temps de là, il fut de nouveau question, m'a-t-on dit, de me donner la croix. Mon nom allait être porté sur la liste des décorés, lorsque se produisit dans la presse tout un déchaînement de colères, en raison de la publication en français d'une série d'articles sur les écrivains contemporains que j'avais fait paraître dans une revue russe à laquelle je collaborais depuis plusieurs années.

—Le ministre de l'instruction publique, décidé à me donner enfin la croix, se trouva fort embarrassé, m'a-t-on dit. La querelle se produisait pour lui de la façon la plus inopportune. Et cependant, il sentait que la vérité s'était fait jour sur ces différentes tentatives de décoration. Un nouveau renvoi allait paraître ridicule. Il consulta ses collègues, résolu, au moindre encouragement de leur part, à faire paraître ma nomination.

Ce fut une protestation générale, paraît-il.

—Y pensez-vous ? Décorer Zola en ce moment ? Mais c'est la chute du ministère. Nous aurons vingt journaux contre nous.

L'anecdote est-elle d'une scrupuleuse exactitude ? Je n'en sais rien. On me l'a racontée. D'ailleurs, elle est vraisemblable. Mais, ce qu'il y a de bien certain, c'est que, pour la troisième fois, je ne fus pas décoré.

M. Emile Zola, comme l'on sait, ne fut décoré que dix ans après.

FOLKLORISME.

Dans une récente étude publiée par la *Revue des traditions populaires*, M. Julien Tiersot revendique l'auteur de la *Comédie humaine* comme un des précurseurs du folklorisme. Longtemps, en effet, avant Gérard de Nerval, Georges Sand et Murger, Balzac a transcrit dans ses récits des chansons qui, depuis lors, ont été souvent retrouvées et recueillies en province. C'est d'abord, dans la touchante nouvelle intitulée : *Pierrette*, la "Chanson de la mariée", l'une des plus répandues qu'il y ait en notre pays.—Puis dans *les Chouans*, Balzac nous montre le brave Pille-Miche entonnant la "Ballade du capitaine."

Allons, partons la belle,
Partons pour la guerre.
Partons, il est temps.... etc.

Enfin, dans *les Paysans*, dont l'action se passe en Bourgogne, on trouve ce fragment d'un noël de la Monnoye, relatif au miracle des noces de Cana :

Ein bel endroit de ma vie
Ça quasi tous ein jour
Al changé l'ea de la Brichie
Au vin de Madier !

(Un bel endroit de sa vie—fut qu'à table un jour—il changea l'eau du pot—en vin de Madère.)—En divers endroits de son œuvre, Balzac a donné sur les ménétriers du commencement du siècle, sur leurs instruments et la pratique de leur art, des détails intéressants au point de vue des mœurs populaires.—Il y aurait, semble-t-il, un curieux chapitre à écrire sur le folklorisme dans le roman, et ce sujet est digne de tenter un érudit tel que M. Julien Tiersot.

L'Annexion des Iles Hawaii.

Quand donc cessera-t-on de nous rebattre les oreilles des bruits d'annexion des îles Hawaii aux Etats-Unis ? Nous nous demandons, et tous ceux qui ont pu visiter ces îles se demandent aussi, ce que l'Union pourrait bien en faire. Il est manifeste que les populations ne sont pas républicaines. Il a fallu un coup de force de quelques intrigants étrangers qui se sont emparés violemment du pouvoir, avec l'aide, malheureusement, des Etats-Unis, sans leur aveu, sans leur autorisation, pour faire des habitants de cet archipel, riche, mais perdu au fond du Pacifique, des républicains malgré eux. Vouloir soumettre des populations bigarrées comme celles-là, et composées de Canaques, de Japonais, de Chinois, de Portugais, etc, à un régime politique pareil au nôtre, est une absurdité et une malhonnêteté. Laissez donc les gens du pays, les natifs, se gouverner comme ils l'entendent. S'ils veulent avoir un roi ou une reine, un empereur ou une impératrice, nous n'avons rien à y voir. Chacun est maître chez soi, après tout, et doit y pouvoir faire ses affaires comme bon lui semble.

Les Canaques ont, aux yeux de certaines gens, deux grands défauts : ils ne sont ni politiciens, ni intrigants. Eh bien ! tant mieux, c'est une double garantie, pour eux, de probité ; pour le pays, de tranquilité publique.

Pour mettre sens dessus dessous la plus pacifique des populations, il a fallu que les républicains américains qui ont à leur actif tant de fautes et de maladresses, ses, en commissent une plus lourde encore que toutes les autres, en envoyant à Honolulu, un ministre brouillon, un clergyman défroqué, matiné de politicianisme. Là est le malheur. C'est la première fois que la république américaine a exercé une pression indue sur les idées, sur les mœurs, sur les vœux des populations étrangères. Espérons que cette mesure aussi tyrannique qu'anti-démocratique ne se renouvellera pas.

Une épigramme.

Lamartine avait convié à dîner le chansonnier Nadaud et celui-ci avait accepté avec empressement cette invitation. Entre temps, Nadaud, qui était très recherché, dans les salons parisiens de l'époque, fut prié par Madame la princesse Mathilde pour le même soir. Très gêné entre ces deux dîners, le chansonnier s'excusa auprès de Lamartine, qui lui répondit par la strophe que l'on sait, rythmée sur l'air déjà populaire des *Deux Gendarmes*, et dont voici le texte exact ;

Hier, en raison de l'Harmale
M'offrait un dîner d'un écu ;
Le vin est bien la nappe est sale ;
Je n'irai pas chez le vaincu.
Mais que la cousine d'Auguste
M'invite en sa riche maison,
J'accours, j'arrive à l'heure juste !
—Chansonnier, vous avez raison

Signé : Alphonse COQUELARD.

LES DÉGÉNÉRÉS.

UNE MÈRE ASSASSINÉE PAR SES DEUX ENFANTS.

Un crime horrible, dont les détails dépassent tout ce que l'imagination peut rêver, vient d'être commis dans un faubourg de Londres.

Une jeune femme de trente-sept ans, qui vivait paisiblement avec son mari et ses deux fils, deux charmants garçonnets de douze et de treize ans, a été assassinée par eux pendant son sommeil, et en l'absence du père, maître d'hôtel sur un paquebot transatlantique.

Cette épouvantable tragédie s'était passée depuis dix jours déjà quand elle a été découverte. C'est une belle-sœur de la victime qui, après plusieurs visites infructueuses au cours desquelles elle avait toujours reçu des assassins des réponses évasives, ayant menacé ses neveux de la police s'ils ne lui disaient où était leur mère et s'ils ne lui remettaient la clef de la chambre à coucher, finit par y pénétrer et aperçut sur le lit le cadavre décomposé de la pauvre femme.

Un des enfants, aussitôt appréhendé, fit alors d'une voix calme et sans aucune émotion apparente le récit suivant :

"—Ma tante, déclara-t-il, c'est moi qui ai fait le coup (*sic*). Voilà comment ça s'est passé. Le soir même de notre retour à Londres, après avoir accompagné papa, qui s'était embarqué à Liverpool, maman a grondé Nathaniel parce qu'il avait volé quelque chose dans l'armoire aux provisions ; et, comme il avait mal répondu, elle lui avait donné une gifle. Une heure après, Nathaniel m'a proposé de tuer notre mère, d'abord pour le venger du soufflet reçu, ensuite afin de pouvoir jouir de son argent et de ses bijoux. Mon petit frère aurait bien fait le coup lui-même, mais il craignait de ne pouvoir enfoncer le couteau assez fort. Comme il couchait dans la chambre de maman, il fut convenu que, dès qu'elle serait endormie, il tousserait deux fois pour me prévenir, qu'alors j'arriverais avec le couteau et que je la tuerais. Il a attendu jusqu'au point du jour. A quatre heures, il a donné le signal, et je suis entré dans la chambre en marchant sur mes chaussettes. Nous sommes montés doucement sur le lit, lui à droite, moi à gauche de maman. J'ai écarté sa chemise pour choisir la place, j'ai appuyé dessus et j'ai posé dessus de tout mon poids. Elle n'a presque pas bougé et je crois qu'elle est morte sur le coup. Alors nous avons pris l'argent, des bagues, la montre de mon père, enfin tous les bijoux que nous avons pu trouver et que j'ai fait engager par Fox chez le *pawnbroker* (prêteur sur gages). Et nous nous sommes bien amusés....

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

Les vins italiens en Amérique.

Presse Associée.

Rome, 3 août—Le gouvernement a sanctionné la nomination d'un expert italien à New York pour échantillonner et analyser, sur simple demande, les vins importés d'Italie en Amérique. Il déclarera exactement les résultats de l'analyse, apposera un sceau sur les récipients, et délivrera des certificats servant de garantie aux acheteurs.

Les règlements du canal de la Baltique.

Presse Associée.

Washington, 3 août—Le secrétaire de l'ambassade des Etats Unis à Berlin, M. Jackson, a envoyé au secrétaire Olney une copie des réglements établis par le gouvernement allemand pour le canal de la Baltique à la mer du Nord.

Des mesures sévères sont prises pour empêcher les fraudes, et le trafic du canal sera sous la surveillance des officiers de douane, qui sont autorisés à arrêter les navires, à se rendre à bord et à opérer des recherches, et à faire l'inspection de leurs papiers. Les navires de guerre allemands, les transports et les navires de guerre des gouvernements étrangers ne sont pas soumis à ces règlements.

Thomas F. Bayard.

Presse Associée.

Londres, 3 août—L'honorable Thomas F. Bayard, ambassadeur des Etats-Unis, a présidé hier la distribution des prix au Grammar School de Boston.

Il a ensuite pris part à un banquet après lequel le maire de la ville lui a présenté une adresse de la cité.

L'honorable M. Galfit, membre du Parlement, a bu à la santé du Président Cleveland. M. Bayard a répondu en disant que le poste de Président des Etats-Unis n'est pas seulement une grande dignité, mais un poste de grande responsabilité.

Le Président se trouve placé au milieu d'un peuple confiant en soi-même et souvent violent, et il faut un homme tel que M. Cleveland pour le gouverner.

L'ambassadeur a terminé ses remarques en payant un tribut d'hommages au caractère du Président actuel des Etats-Unis.

Le Prince de Galles.—La Victoire de Florizel II.

Presse Associée.

Londres, 3 août—Un incident fâcheux qui, s'il est réel, n'est pas à la gloire du prince-sportsman d'Angleterre, s'est produit à la dernière réunion des courses de Goodwood.

On raconte qu'il est à peu près certain que le baron Hirsch a retiré Reminder de la course de la Coupe de Manchester, pour permettre la victoire du cheval du Prince de Galles, Florizel II ; mais on suppose que le Prince n'était pas de connivence.

On dit, cependant, qu'au commencement de la semaine, le Prince de Galles a fait part au capitaine Machell, propriétaire de Ravensbury, de son désir spécial de gagner la Coupe avec Florizel II.

Ravensbury, qui était favori, a été retiré, et le cheval du prince a battu facilement Thessalian, à lord Penrhyn, entré dans le seul but de mettre un concurrent dans la course. Un journal conservateur a, le premier, attiré l'attention sur cette rumeur, puis le *Radical Sun* s'est emparé de l'affaire, et a dit que cette rumeur persiste à Newmarket. Il a ajouté les remarques suivantes :

Si le rapport est correct, le Prince a dû perdre momentanément l'esprit, et être incapable de se rendre compte de la nature des conséquences de son action. Il est à espérer pour la réputation du turf et celle du prince comme sportsman et gentilhomme, que le rapport sera démenti et que Ravensbury ira au poteau de départ.

Le capitaine Machell a alors démenti l'histoire, et le Prince de Galles, ayant eu connaissance de la rumeur, a déclaré à son entourage qu'il en était très contrarié ; il a même dit à un de ses amis que cet incident était presque suffisant pour lui faire vendre tous ses chevaux.

Les amis du prince expliquent l'origine de cette rumeur en disant qu'il a demandé au capitaine [illegible] Ravensbury partirait dans la [illegible] qu'il lui a déclaré qu'en [illegible] rait Florizel II, afin de ne pas lui faire subir l'entraînement sévère dont il aurait besoin. Le capitaine Machell lui a répondu qu'il n'avait pas l'intention de faire partir Ravensbury.

L'exploration des régions antartiques.

Presse Associée.

Londres, 3 août—Le Congrès international de géographie, dont la session prend fin ce soir, n'a rien produit d'original, à l'exception des propositions relatives à l'exploration des régions antartiques.

Les délégués américains au Congrès sont en général satisfaits de la décision qui fixe la prochaine réunion du congrès, en 1896, à Berlin au lieu de Washington. Le général A. W. Greely, cependant, est amèrement désappointé, et il attribue la décision du congrès entièrement à l'attitude du juge Charles P. Daly, président de la société américaine de géographie.

A un représentant de la Presse Associée, le général Greely a dit aujourd'hui que la raison pour laquelle le Congrès international n'aura pas lieu l'année prochaine en Amérique, est due au juge Daly, un des membres du comité chargé de faire les préparatifs de la réunion de 1896.

A une séance de ce comité, dit le général, Daly a déclaré que l'Amérique n'est pas prête pour un Congrès international de géographie. Cette déclaration a été faite quand Washington a été proposé comme lieu de réunion. Il paraît que le juge a prétendu qu'il serait trop chaud à Washington, malgré la proposition de ne tenir le Congrès que vers la fin de septembre.

Je suis un Américain, dit le général Greely, et je désirais la réunion du Congrès en Amérique.

Plusieurs Allemands appartenant à ce comité, au cours de conversation à ce sujet, ont exprimé leur étonnement de l'attitude prise par le juge Daly.

Les idées du général Greely, sur l'action de Daly, ne sont cependant pas partagées par ses collègues, qui étaient apparemment en faveur de Berlin.

M. Paul du Chaillu s'est exprimé ainsi : Nous ne sommes pas prêts pour un congrès ; il vaudrait mieux attendre jusqu'en 1897, quand la réunion aura probablement lieu en Amérique. En tous cas, de grands préparatifs sont nécessaires, et je crois que le juge Daly a sagement agi.

M. W. W. Rockhill, du département d'état de Washington, se range à l'avis de M du Chaillu.

La récolte de vins en France.

Presse Associée.

Londres, 3 août—Une dépêche de Paris au *Times* dit que les pluies continues causent les craintes les plus sérieuses pour la récolte de vin.

Le Congressman Hitt.

Presse Associée.

Narragansett Pier, Rhode Island, 3 août—Le congressman Hitt, de l'Illinois, en convalescence à Narragansett, est beaucoup mieux. Il peut maintenant se lever et rester assis quatre ou cinq heures par jour.

Banquets Officiels.

Presse Associée.

Londres, 3 août—La Reine Victoria donnera deux banquets officiels dans la salle indienne en l'honneur de l'empereur d'Allemagne.

Le souverain allemand sera également reçu par le prince de Galles à bord du yacht royal Osborne.

Une grande quantité de vaisselle d'or de la couronne a été envoyée de Windsor.

La Princesse de Galles.

Presse Associée.

Londres, 3 août—La princesse de Galles va partir pour Cowes et y passera la semaine des régates. Elle se rendra ensuite à Compenhague, et demeurera avec ses parents, le roi et la reine de Danemark, au château de Bernstooth.

Mariage royal.

Presse Associée.

Londres, 3 août—D'après des informations de bonne source, le mariage du prince Christian de Danemark, fils aîné du prince-héritier Frederick, avec une des filles du prince de Galles, sera prochainement décidé.

M. Murat Halstead.

Presse Associée.

Londres, 3 août—M. Murat Halstead, de Brooklyn, est à Londres et y restera dix jours. Il est parfaitement d'accord avec M. St-Clair McKay, éditeur du *Brooklyn Eagle*, dans tout ce qu'il a dit de la politique anglaise, et des bénéfices qui résulteront des dernières élections générales.

Les Russes dans la Mer de Behring.

Presse Associée.

Londres, 3 août—Un grand scandale vient de se produire à propos de la surveillance exercée par les Russes dans la mer de Behring.

Vers le milieu de l'hiver dernier, une maison de fourrures, de Hambourg, a reçu 5,000 magnifiques peaux de phoques, avec l'instruction de les envoyer à Londres, à temps pour la grande vente de février qui a lieu chaque année.

On a remarqué que les paquets ne portaient pas les marques ordinaires, ni aucun signe indiquant qu'ils avaient été expédiés par les voies habituelles. Mais ce qui a le plus frappé les examinateurs, c'est que pas une seule des peaux n'avait le trou que fait la balle des armes qui sont employées à la chasse.

On a déclaré depuis, sous bonne autorité, que ces peaux ont été expédiées par les officiers du navire de guerre russe parti de l'île Robin en septembre dernier. On suppose que c'est une spéculation de ces officiers envoyés pour protéger les phoques.

En Orient.

Presse Associée.

San Francisco, 3 août—Le congressman D. H Mercer, de l'Omaha, est arrivé à San Francisco, d'un voyage d'agrément en Orient (l'Occident des Etats-Unis.)

M. Mercer déclare que d'après ses observations au Japon, il est convaincu qu'une crise politique y est imminente. Les masses sont impatientes et mécontentes du comte Ito et du ministère, à cause des concessions faites aux Puissances européennes.

Le congressman ajoute que les hommes éminents de l'Orient sont d'opinion que la Russie n'essaiera pas longtemps de s'emparer de la Corée.

La situation générale, par suite de l'attitude belliqueuse des [illegible]

Tragédie au Mexique.

Presse Associée.

Chillanzingo, 3 août—On annonce une terrible tragédie dans le village de Chilipax, à l'ouest de Chillanzingo.

Joe Perrats, un citoyen bien connu de l'endroit, donnait un bal à sa résidence. Louis A. Martin, un jeune espagnol devenu furieux parce qu'une jeune personne a refusé de danser avec lui, a saisi son révolver et a tiré sur la foule

Il a déchargé son arme plus de douze fois et a tué trois hommes et une femme.

Il est parti grâce à la panique générale et n'a pas encore été retrouvé.

Nouvelles Américaines.

Les Indiens.

Presse Associée.

Denver, 3 août—Deux chercheurs d'or du Colorado viennent d'arriver à Lander, de Jackson Hole, dit une dépêche spéciale au *News*. Ils sont partis de cette place mercredi matin et ont accompli rapidement le voyage.

Ils n'ont pas vu d'Indiens, mais l'avant-dernière nuit ils ont compté dix-sept feux indiquant des camps qui semblaient occuper tout le bassin de la rivière. Ils jugent que de 30 à 40 Indiens se trouvaient dans certains camps et 100 ou plus dans d'autres.

Ceci confirme les rapports sur les forces des Indiens. On annonce qu'ils accumulent des provisions à ce point, et tout indique une résistance obstinée à la milice.

Les deux voyageurs annoncent que les habitants du haut de la rivière Wind ont regagné leurs fermes, et qu'ils attendent le retour du groupe envoyé en reconnaissance pour obtenir des nouvelles sur les mouvements des Indiens.

Accident de chemin de fer.

Presse Associée.

Lanceville, Ohio, 3 août—Un désastreux accident s'est produit sur la ligne du Baltimore et Ohio, à l'embranchement de Helper, à douze milles à l'est de Louisville, à 1 heure 18 du matin. Un train de voyageurs s'est précipité sur un train de marchandises.

Quelques wagons de ce dernier étaient restés sur la